

Législatives (France) : les outre-mer tentent le renouvellement politique

mercredi 22 juin 2022, par [SARTRE Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2022).

Élection massive de députés soutenus par La France insoumise, défaite des candidats se réclamant de la majorité présidentielle : un nouveau discours autonomiste triomphe dans les outre-mer, conséquence notamment de la gestion de la crise sanitaire par le pouvoir exécutif.

Sommaire

- [Sur les bancs de la Nupes](#)
- [Un « congrès » transpartisan](#)

Fort-de-France (Martinique).- Samedi 18 juin, la soirée électorale dans les Antilles était un soir de « vidé ». Comme d'habitude, à l'image de ce qui se fait pendant le carnaval, les partisans des candidats victorieux ont défilé dans les rues, munis de leurs tambours et de leurs conques de lambis.

Les « vidé », le nom en créole de ce défilé rythmé, étaient symboliques à plusieurs titres : il s'agissait de solder une époque, « *d'entendre le peuple qui a exprimé une volonté claire de renouvellement et de rafraîchissement pour une politique autrement* », affirme Jean-Philippe Nilor. Réélu dans sa circonscription du sud de la Martinique avec 71,37 % des voix, le député (GDR) siègera sur les bancs de l'alliance de gauche, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes).

« *Je me sentirai moins seul, je suis encore plus heureux de la victoire de mes camarades Giovanni William et Marcellin Nadeau que de mon propre succès* », se félicite encore le leader de la nouvelle alliance politique « Peyi-a ». Il peut effectivement se réjouir : non seulement il a définitivement réglé la question de la succession de son adversaire du jour et père en politique, le leader historique nationaliste Alfred Marie-Jeanne, mais surtout il incarne le rejet viscéral de la politique d'Emmanuel Macron dans la population ultramarine.

« *Il a été contre le vaccin, il a été gazé avec nous, il a parlé pour le personnel soignant injustement mis à l'écart, il a dit non à qui il fallait !* », clame Guylène, militante du parti de Jean-Philippe Nilor, tout en célébrant la victoire de son candidat.

« *Tout ce qui s'est passé dans les trois pays français d'Amérique, c'est l'envoi d'un message de renouvellement de la relation entre la France hexagonale et nous*, décrypte Pierre-Yves Chicot, maître de conférences en droit public à l'université des Antilles, avocat au barreau de Guadeloupe. *C'est-à-dire que sur les cinq années qui viennent de s'écouler en Guadeloupe, la façon dont les rapports ont été institués ne sont pas les bons.* »

Et cela s'est vu dans les urnes : les représentants de l'ancienne majorité ont été balayés, en Guadeloupe comme dans le reste des outre-mer, exception faite de la Nouvelle-Calédonie et de Saint-Martin, bastions macronistes qui envoient trois parlementaires au Palais-Bourbon. Il n'y a pas eu de miracle pour Justine Bénin, députée (Modem) sortante, secrétaire d'État à la mer dans le gouvernement d'Élisabeth Borne, sèchement battue avec seulement 41,35 % des suffrages exprimés. Bien seule à n'avoir pas tergiversé sur son orientation politique, Justine Bénin s'était fait épingleur par [Mediapart](#) pour avoir utilisé l'argent du MoDem afin de subventionner des associations de sa commune. Face à elle, Christian Baptiste, autonomiste soutenu par la Nupes, a obtenu 58,65 % des voix.

Sur la même île, le cas d'Olivier Serva est tout aussi éclairant. Alors qu'aux municipales de 2014, il est plutôt classé à gauche, il rejoint le parti local Guadeloupe unie solidaire et responsable (GUSR) en 2015, sur la liste du président de région. D'abord classé divers gauche, ce parti se rallie à La République en marche pour les législatives de 2017. Olivier Serva rejoint donc la majorité présidentielle, mais la quitte brusquement, à la veille du début de campagne pour ces élections de 2022, en désaccord notamment sur la question de l'obligation vaccinale et de la suspension des soignants non vaccinés. L'ancien président de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale déclare vouloir « *y aller tout seul* ».

Sur les bancs de la Nupes

Coup de théâtre, le 15 juin 2022, La France insoumise assure soutenir Olivier Serva, qui devrait donc siéger aux côtés de la Nupes, tout en promettant de former son propre groupe parlementaire dédié aux outre-mer. Ses multiples changements de cap et d'étiquettes politiques sont finalement reconnus par les électeurs guadeloupéens : il l'a emporté samedi avec 74,04 % des suffrages contre 26 % pour son adversaire Dominique Biras.

À La Réunion, l'équation est presque exactement la même : six députés sur sept siégeront avec la Nupes. Seule la députée (LREM) sortante Nathalie Bassire parvient à sauver un siège pour le parti présidentiel en rassemblant 52 % des suffrages face à Patrice Thien-Ah-Koon, un autre candidat de droite parvenu au second tour. Un exploit qu'aucun candidat n'est parvenu à réaliser en Polynésie française : le Tavini Huiraatira, indépendantiste, remporte les trois circonscriptions. Là encore, ce sera autant de députés sur les bancs de la Nupes.

En Guyane, Lénaïck Adam, le parlementaire (LREM) sortant, n'est finalement pas parvenu à faire mentir la tendance des outre-mer. C'est l'une des surprises du scrutin : il a dû s'incliner (45,88 %) face au militant syndicaliste de gauche et figure des mouvements sociaux de 2017 [Davy Rimane](#) (54,12 %), soutenu par La France insoumise. Comme l'immense majorité des députés ultramarins, Davy Rimane ira grossir les rangs de la Nupes.

« *Demain, la priorité en tant qu'élu est de tomber d'accord sur le véhicule législatif pour une évolution statutaire, nous confiait Davy Rimane [à la veille du scrutin](#) depuis son fief de Kourou en Guyane. Toutes les questions de compétences transférées, partagées, gardées seront tranchées entre les élus du territoire.* » Avec l'autre député de cette collectivité sud-américaine, le candidat autonomiste soutenu par le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) [Jean-Victor Castor](#) (56,53 %), vainqueur face à la militante de la société civile Yvane Goua et qui rejoindra probablement la Nupes.

Un « congrès » transpartisan

Se réunir entre élus ultramarins pour évoquer l'avenir institutionnel des collectivités d'outre-mer : on peut voir dans ce projet une tendance lourde, en particulier dans le bassin antillo-guyanais. En avril dernier, le président de la Collectivité territoriale de Martinique (CTM), Serge Letchimy, a annoncé réunir un « congrès » transpartisan afin d'évoquer « *au nom du peuple martiniquais nos exigences en matière de leviers d'actions locaux* ».

Se gouverner soi-même, ou à tout le moins ne pas subir les diktats d'une politique parisienne perçue comme autoritaire : le sujet n'est plus tabou dans une bonne partie des outre-mer et c'était l'un des sujets de ces élections législatives. « *Le mot indépendance fait peur et je ne pense pas que nous soyons prêts politiquement*, tient à préciser Sonia, commerçante martiniquaise d'une quarantaine d'années, électricienne dans sa commune natale, Le Diamant. *En revanche, l'autonomie de mon île ne me fait pas peur ! Ici, cela va finir par trop ressembler à la France. La crise sanitaire a achevé de convaincre ceux qui ne l'étaient pas encore. Cela a révélé qui était là pour nous défendre.* »

Plus de 70 ans après la départementalisation des « vieilles colonies », Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion, la question d'une nouvelle relation, moins basée sur l'universalisme et la verticalité parisienne, est posée par les élus de tous ces territoires. En 1938, le poète, écrivain et homme politique Léon-Gontran Damas avertissait des dangers de la départementalisation, de l'assimilation.

L'un des pères de la négritude, avec Aimé Césaire, concluait son avertissement dans son manifeste *Retour de Guyane* : « *N'y a-t-il pas à la base de tout ceci un malentendu double ? D'une part, le futur assimilé attend de l'assimilation une égalité de traitement que ne lui accordera pas la Métropole, mais dont elle lui demandera, d'autre part, un prix que l'autre ne pourra payer : ils sont tous les deux d'accord pour essayer de blanchir le nègre, or cela ne se peut pas.* »

Julien Sartre (Guyaweb)

Boîte noire

Cet article [a été publié](#) dimanche 19 juin 2022 sur le site de notre partenaire Guyaweb, journal indépendant implanté de longue date dans le paysage médiatique guyanais, engagé dans le débat démocratique et la défense de l'intérêt général.

Site d'information et d'investigation, Guyaweb s'est émancipé de la publicité depuis le 1^{er} décembre 2019, a lancé une campagne permanente de dons sur J'aime l'info et fait évoluer son modèle économique, en passant à un modèle 100 % abonnement, pour ne vivre que du soutien de ses lecteurs.

À l'instar de Marsactu, Mediacités, Le d'Oc, Le Poulpe, Rue89 Strasbourg ou le Bondy Blog, Guyaweb a rejoint le réseau des partenaires locaux de Mediapart [notamment à l'occasion des municipales de 2020](#).

P.-S.

- MEDIAPART. 20 juin 2022 à 11h27 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/200622/legislatives-les-oultre-mer-tentent-le-renouvellement-politique>

Les articles de Julien Sartre sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/julien-sartre>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>